

COUP DE COCHON !



Le journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes ★ Hiver 2015

Le capitalisme au XXI^e siècle : du néolibéralisme à l'austérité

Dernièrement, un mot est sur toutes les lèvres ; il flotte tellement dans l'air qu'il semble être dans chacune des bouffées que l'on respire, un mot responsable de tous les maux, qui se fait passer pour quelque chose de nouveau : l'austérité. C'est le nouveau bonhomme Sept Heures. Mais, au fond, d'où vient-il ? Un petit rappel historique s'impose, car pour combattre un fléau, il faut d'abord en connaître la source...

Au cours des années 1990, et avec de plus en plus d'ampleur durant la première moitié des années 2000, deux autres mots étaient sur toutes les lèvres et causaient toutes sortes de levées de boucliers : le « néolibéralisme » et la « mondialisation ». Le système capitaliste était entré dans une nouvelle phase de son développement. C'est un principe élémentaire, pour survivre et se reproduire, la mécanique économique du système capitaliste a besoin de croissance continue. Il faut toujours de nouveaux débouchés au capital, de nouvelles possibilités d'investissement pour permettre aux grandes entreprises, aux riches patrons et investisseurs de continuer de s'approprier des richesses et de les concentrer. Cette croissance provient en partie du soutien qu'offrent les gouvernements aux entreprises et au secteur financier en adoptant des politiques qui laissent toujours une plus grande place aux marchés dans la société. Cela commence par le désinvestissement de l'État dans les programmes sociaux, surviennent ensuite les compressions dans les services publics et leur éventuelle privatisation. On ouvre ainsi de nouveaux secteurs de l'économie, auparavant gérés par l'État en tant que biens publics, au privé (éducation, santé, électricité, aqueducs, voirie, eau potable, etc.). Autrement dit, on vise la privatisation graduelle

de tout ce qui peut être privatisé. Parallèlement, on dérègle le marché du travail, on change les lois afin de diminuer la protection des travailleurs et travailleuses et miner le pouvoir des syndicats, on démantèle les acquis sociaux, on fait pression vers le bas sur les conditions de travail et on privatise ce qui reste des moyens de productions publics au nom de la compétitivité et de l'assainissement des finances publiques.

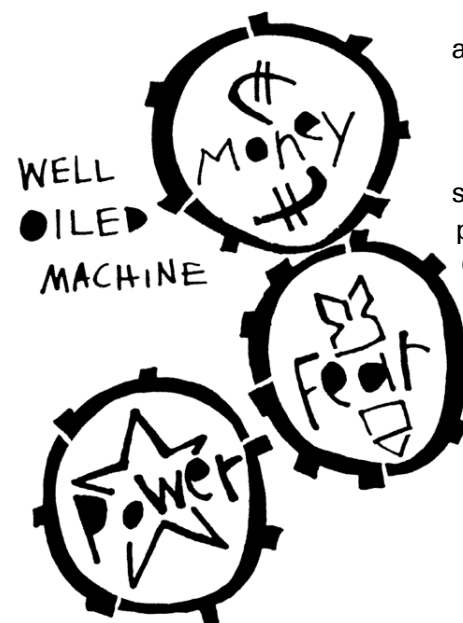
Cette recette « de rigueur budgétaire » n'a rien de nouveau ; elle est en fait issue du consensus de Washington (1999), à partir duquel les big boss de l'économie mondiale, dont la Banque mondiale et le FMI, se sont entendus pour imposer aux pays en difficulté des politiques d'austérité sous le prétexte de la crise des finances publiques et de l'urgence du remboursement de la dette.

Cette série de mécanismes d'intervention par le grand capital, les gouvernements et les institutions financières internationales n'est donc que l'étape actuelle de développement et de redéploiement du système capitaliste. Ainsi, qu'on parle de néolibéralisme, de mondialisation, de déficit zéro, de discipline budgétaire ou d'austérité, on parle en fait d'une seule et même chose : un système économique qui, pour continuer

son expansion, doit s'assurer que les pantins politiques des différents pays, tous partis confondus, adoptent un ensemble de mesures ayant pour conséquences le démantèlement graduel des institutions publiques, la dilapidation des ressources naturelles, la concentration accélérée de la richesse, l'appauvrissement des populations et la catastrophe environnementale. Ainsi, lorsqu'on s'affole à propos des politiques actuelles d'austérité, force est de constater qu'à part l'ampleur des changements climatiques et de la crise écologique, il n'y a rien de nouveau sous le soleil !

Évidemment, ce qui est relativement nouveau, c'est l'agressivité avec laquelle on commence à implanter ces politiques dans les pays riches et industrialisés. Cela a débuté de manière plutôt féroce en Europe après la crise financière de 2008, provoquant

des catastrophes autant du point de vue économique qu'humain et social dans des pays comme la Grèce, pour ne citer que cet exemple criant.





Coup de cochon !

Coup de cochon : ce que le gouvernement Couillard et sa clique capitaliste veulent nous passer... Mais on ne se laissera pas faire !

Le journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes ★ Hiver 2015

→ Suite de la première page

Dans les dernières années, ces politiques ont commencé à être implantées avec plus de vigueur en Amérique du Nord. Mais il est important de rappeler que ces mêmes politiques néolibérales sont implantées depuis les années 1980 dans les pays pauvres, souvent avec beaucoup de violence. En Amérique latine, l'arrivée du néolibéralisme et de l'austérité date même des années 1970, et correspond bien souvent avec la mise en place de dictatures, comme en Argentine (76-83) et au Chili (73-90), dictatures soutenues par les États-Unis qui défendaient leur « arrière-cour » contre « la menace communiste ». Ces dictatures, qui se sont soldées par des dizaines de milliers d'assassinats politiques, de disparus jetés dans des fosses communes, d'étudiants, syndicalistes et militants torturés et emprisonnés, visaient essentiellement la défense du système capitaliste et de son hégémonie mondiale. Les régimes d'extrême droite en place avaient tous à cœur la mise en place des politiques néolibérales et de « rigueur budgétaire ».

De manière plus générale, on peut dire que cette recette de compressions, basée sur un modèle de prédation Nord-Sud, est mise en œuvre de manière implacable à l'échelle mondiale depuis les années Thatcher (première ministre du Royaume-Uni, 1979-1990) et Reagan (président des É.-U., 1981-1989). Globalement, c'est le financement des pays riches par les pays pauvres : le paiement des intérêts de la dette des pays du Sud étant en partie financé par les exportations de matières premières de ces derniers vers les pays du Nord. Cela équivaut à un transfert de ressources, puisque les trois quarts de ce que l'on consomme dans les pays riches provient des pays pauvres, qui ne reçoivent pratiquement rien pour ce qu'ils produisent et exportent : c'est un rapport d'environ 1 à 10. Tout le profit est accaparé par les dirigeants et actionnaires de multinationales dans la chaîne de distribution et de commercialisation (essentiellement dans les secteurs minéro-énergétique et agro-alimentaire). Ceux qui empochent les profits n'ont pas besoin de produire quoi que ce soit, ils le font grâce au travail des autres et aux ressources de la planète, patrimoine des peuples. Encore une fois, à part la fonte accélérée des glaciers de l'hémisphère Nord, rien de nouveau sous le soleil ; c'est le fonctionnement de base du système capitaliste appliqué à l'échelle internationale qui mène inévitablement à la mondialisation de la misère.



Au Québec : du sacro-saint déficit zéro à la « rigueur budgétaire »

Au Québec, le dogme de l'équilibre budgétaire traverse les frontières des partis politiques, quels qu'ils soient. Il faut avoir la mémoire courte pour penser qu'il est l'apanage du Parti libéral. Dès l'arrivée de Lucien Bouchard à la tête du gouvernement péquiste en 1996, la priorité devient le dégraissage de la fonction publique afin de parvenir au déficit zéro avant la fin du siècle. Les coupures budgétaires font mal, surtout dans le domaine de la santé. Les négociations avec les syndicats du secteur public sont dures, les frictions les plus fortes ont lieu lors de la grève des infirmières à l'été 1999. C'est d'ailleurs à cette époque que les travailleurs et travailleuses de la fonction publique acceptent, lors de négociations avec le gouvernement, des coupures de postes et de salaires afin d'assurer en contrepartie la protection des régimes de retraites, ces mêmes régimes que le gouvernement libéral souhaite amputer actuellement. Puis, sous le gouvernement Charest (2003-2012), on nous a servi encore un nouveau mot, qui était sur toutes les lèvres mais qu'on comprenait plus ou moins et que personne n'arrivait à épeler correctement : la prétendue « réingénierie de l'État ». Nouvelle chorale médiatique, mais même discours et mêmes politiques. Les fameux partenariats publics-privés (PPP), le Plan Nord, les coupures dans les services et programmes sociaux, la pression accrue sur les syndicats, la hausse des tarifs qui culmina avec la hausse des frais de scolarité, la grève étudiante et la crise sociale de 2012. Puis, lors de la brève apparition du PQ au gouvernement en 2012-2013, Pauline Marois a joint sa voix au concert en déclarant, peu après son élection, que l'équilibre budgétaire serait l'un de ses principaux objectifs, ce qu'elle s'est empressée de prouver en revenant sur sa

promesse d'abolir la taxe santé. Finalement, aujourd'hui c'est l'austérité du gouvernement Couillard et le massacre à la tronçonneuse dans les acquis sociaux. Tous ces gouvernements, tous partis confondus, ont opéré dans la continuité, du déficit zéro à la rigueur budgétaire en passant par la réingénierie. Ce sont toutes les mêmes politiques d'austérité et de compressions poussées par les élites économiques nationales et mondiales, qui doivent s'assurer de trouver sans cesse de nouveaux moyens de s'enrichir en perpétuant les « opportunités de croissance » du système capitaliste, tandis que la majorité s'appauvrit.



★ Table des matières

- Page 1** Le capitalisme au XXI^e siècle : du néolibéralisme à l'austérité
- Page 5** Non à l'embourgeoisement de nos quartiers !
Gentrifieurs : DÉGAGEZ !
- Page 6** Quand environnement rime avec argent
- Page 9** Le système de santé : augmenter l'efficacité, mais pas pour nous soigner !
- Page 12** Printemps 2015 : où sont les féministes des grèves passées ?
- Page 13** Épuisement militant : les débuts d'une réflexion

Ainsi, après avoir injecté des millions de dollars lors de la crise financière de 2007-2008 dans le sauvetage des grandes banques et entreprises multinationales, ce qui a contribué à gonfler la dette publique, les gouvernements martèlent le discours de l'assainissement des finances publiques, tant au fédéral qu'au provincial. Maintenant que les *petits namis* se sont bien engraisés mutuellement, ceux qui passent de la direction des grandes entreprises et institutions financières à celle des partis politiques, et vice-versa, veulent maintenant refiler la facture à la population. Le discours selon lequel la seule manière de trouver de l'argent pour rétablir l'équilibre budgétaire est d'aller le chercher dans les poches des travailleurs et travailleuses n'est que propagande idéologique. Pourquoi ne pas imposer davantage les riches et les grandes entreprises afin qu'ils paient leur juste part ? Actuellement, les entreprises paient en moyenne 6 % d'impôt, alors que les individus en paient en moyenne 28 %, et cela sans compter le fait que les plus riches ne paient presque rien en ayant recours à toute une gamme de stratagèmes d'évasion fiscale, avec la tolérance complice des gouvernements de passage. Au Québec, on cumule les baisses d'impôt depuis les 10 dernières années, on a réduit les paliers d'imposition de 10 à 4, on a progressivement éliminé la taxe sur le capital des banques et entreprises financières, et la proportion du revenu payé par les plus riches en impôts et taxes n'a cessé de diminuer depuis le début des politiques de déficit zéro. Ce sont toutes des mesures qui favorisent l'accumulation et la concentration de la richesse pour les mieux nantis. Pendant ce temps, on taxe la pauvreté : l'augmentation des tarifs et la privatisation des programmes sociaux, ça revient à faire payer les plus pauvres et à creuser davantage le fossé des inégalités sociales. En fait, le trou s'en vient tellement creux qu'il faudra bientôt parler d'abîme plutôt que de fossé !

La misère des invisibles

On parle beaucoup de l'appauvrissement de la classe moyenne et il est vrai que l'on doit défendre vigoureusement les acquis sociaux gagnés en grande partie par les luttes syndicales et populaires passées, mais il ne faudrait pas oublier de dénoncer en même temps l'appauvrissement systématique des plus pauvres ; un portrait humain de plus en plus dramatique et trop souvent invisible. On observe, de manière générale, un silence médiatique quant à la situation des plus démunis et même quant à leur existence, sauf une fois par année quand vient le temps de la charité à Noël. Par exemple, actuellement, avec tout le débat médiatique sur les retraites, on ne cesse de marteler des questions stupides du genre « pourquoi les gens n'économisent-ils pas ? », « que faut-il faire pour obliger les gens à économiser pour leur retraite ? », et on traite essentiellement de cet enjeu comme d'une question de responsabilité individuelle. Certes, il y a une partie de la population qui gagne bien sa vie



et vit au-dessus de ses moyens au pays des merveilles de la consommation et de l'endettement, mais il y a aussi une énorme partie de la population qui peine continuellement à joindre les deux bouts. Pourtant, dans les médias on oublie une question essentielle : pourquoi autant de travailleurs et travailleuses vivent encore dans la pauvreté ?

On pourrait être porté à se réjouir du fait que le salaire minimum au Québec soit passé de 4,35 \$ en 1986 à 10,35 \$ en 2014, une augmentation de 240 %. Mais durant cette même période, le coût de la vie a augmenté de 760 % ! Concrètement donc, les travailleurs et travailleuses au salaire minimum se sont systématiquement appauvris. Quand tu travailles au salaire minimum à temps plein, tu gagnes 19 650 \$ par année, soit environ 1 600 \$ par mois. Après avoir payé le loyer, le transport, la bouffe pis peut-être un peu de linge ou des fournitures scolaires, y reste pas grand-chose. Et si tu vis seule, si t'as des enfants, si t'es une mère monoparentale, c'est carrément la misère. À Montréal, c'est 40 % des travailleurs et travailleuses qui gagnent moins de 20 000 \$ par année ; c'est donc plus que 1 travailleur ou travailleuse sur 3 qui vit dans la pauvreté, malgré le fait qu'il ou elle passe ses journées à essayer de « gagner » sa vie.

La pauvreté affecte aussi en majorité les femmes, qui non seulement gagnent moins que les hommes pour des emplois équivalents, mais qui sont aussi des « aidantes naturelles », c'est-à-dire qu'elles se retrouvent majoritairement avec la charge des enfants ou de leurs parents en perte d'autonomie, ce qui les pousse souvent à se retrouver avec des emplois à temps partiel et précaires ou même carrément à faire appel à l'aide sociale. Sans compter le parcours de nombreuses femmes, qui ont

fait le choix de rester à la maison quelques années pour élever les enfants et ont par la suite plus de difficulté à réintégrer le marché du travail ou celui des femmes victimes de violence conjugale qui, après avoir réussi à rompre le silence et à briser l'isolement, doivent faire face à leur traumatisme avant de pouvoir être à nouveau fonctionnelles dans un emploi. Les refuges d'urgences pour femmes, tout comme les maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugales débordent.

En dessous de la pauvreté, y reste la misère, l'aide sociale. Avec un gros 624 \$ par mois pour une personne seule, après avoir payé ton loyer, si t'es chanceuse ou chanceux y te reste 200 \$ pour te nourrir et te déplacer... ça équivaut à un gros 6,66 \$ par jour ! En général, ça veut dire être prisonnier ou prisonnière de son quartier, parce qu'on n'a pas l'argent pour se payer du transport en commun, à moins qu'on ait réussi à se serrer la ceinture pour investir dans une vieille bicyclette bon marché. Et plus souvent qu'autrement, cette misère-là vient avec un logement miteux, géré par un propriétaire délinquant qui ne veut rien réparer, quand ça ne vient pas carrément avec une infestation de punaises qui va t'empêcher de dormir et mettre en péril une santé mentale toujours précaire quand t'es aux prises avec le stress constant des mille et un problèmes de la survie quotidienne et le manque d'estime de soi découlant de la stigmatisation sociale d'être juste unE *mauditE BS*. Parce que oui, la pauvreté ça affecte la santé, autant physique que mentale. C'est d'ailleurs pour ça qu'on peut observer une différence de l'espérance de vie d'environ 10 ans entre les quartiers les plus





→ Suite de la page 3

riches et les plus pauvres de Montréal ! Sur l'aide sociale, faut se le dire, c'est impossible de joindre les deux bouts ; ou tu payes un compte sur deux pis tu vivotes entre deux chèques sans cesse à la recherche d'une façon de faire une *cenne* ou deux en allant au *pawn shop* jusqu'au prochain chèque, ou tu te trouves des *jobines* au noir pour essayer de survivre un peu mieux, ou tu tombes dans la petite criminalité. Encore pire que le manque d'argent, c'est souvent l'isolement, l'absence d'un réseau d'entraide pour alléger l'épreuve du quotidien. Certains disent que la misère, c'est la pauvreté plus la solitude. Cette réalité est le pain quotidien de centaines de familles immigrantes dont l'expérience de travail et les diplômes ne sont pas reconnus, qui peinent à se trouver un travail. Ce sont souvent des femmes seules avec enfants qui n'ont aucun réseau de soutien. Et à travers ces constats généraux, y'a les histoires particulières, les histoires brise-cœur du monde *pognés dans misère* qui débarquent tous les jours dans les organismes communautaires, souvent derniers remparts ou filets sociaux avant la rue ou la crise de nerfs, pour tellement de personnes qui en sont à leur énième tentative de se sortir la tête hors de l'eau. C'est l'histoire de Mme Invisible qui n'a pas réussi à payer son loyer au complet ce mois-ci. Son propriétaire abusif entre chez elle en son absence et revire tout à l'envers pour l'intimider. Un beau jour, elle arrive chez elle pis la porte est barrée. Bien sûr, c'est illégal et elle aura des recours contre le proprio après des mois d'attente pour une audience à la Régie du logement, mais en attendant elle aura besoin d'un gîte d'urgence pour ce soir parce qu'il commence à faire froid. Alors on appelle

tous les refuges pour femmes, mais malheureusement, ce soir, comme presque tous les soirs, ils sont tous pleins... Et c'est là-dedans que notre cher gouvernement veut couper !

Au plus meilleur pays au monde

Au Canada, plus de 3 millions de personnes sont pauvres, 60 % des travailleurs et travailleuses n'ont pas assez de marge de manœuvre pour pouvoir sauter un chèque de paye. Il y a 14 millions de travailleurs et travailleuses pauvres qui vivotent entre deux chèques, avec moins de 20 000 \$ par année. En 1989, 83 % des travailleurs et travailleuses avaient accès à l'assurance-chômage, en 2007 c'était à peine 47 % qui y avaient accès. Des milliers de chômeurs et chômeuses, de travailleurs et travailleuses autonomes ou à temps partiel, à contrat temporaire ou saisonnier vivent dans la précarité. Quarante pourcent des personnes ayant besoin de lunettes ne peuvent pas s'en payer et on parlera même pas de l'accès aux soins dentaires. Au plus meilleur pays au monde, si t'es pauvre pis que t'as mal aux dents, le seul choix que t'as c'est de prendre ton mal en patience ! Et tout ce beau monde sera demain des retraités pauvres et malades aux prises avec ce qui restera d'un système de santé public démantibulé, vendu à rabais. Pendant ce temps, le prix de la bouffe ne cesse d'augmenter et les demandes aux banques alimentaires explosent. Déjà en 2009, 50 % des personnes qui fréquentaient les banques alimentaires étaient des familles et 11,5 % étaient des travailleurs et travailleuses. Et ça ne s'améliore pas : depuis 2008, le pourcentage des personnes ayant recours aux banques alimentaires au Canada a augmenté de 25 % pour atteindre 840 000 à l'échelle du Canada, et 157 000 au Québec seulement. Au plus meilleur pays au monde, 1 enfant sur 10 (et sa famille) vit dans la pauvreté et ça monte

à 1 sur 2 chez les nouveaux et nouvelles arrivantEs et les Autochtones vivant hors réserves. Malheureusement, encore une fois, rien de nouveau sous le soleil, à part que la banquise du Grand Nord part à la dérive, comme les pauvres et naufragés des villes...



Ça n'a pas commencé par le néolibéralisme et ça ne se terminera pas par l'austérité, parce tout ça c'est le résultat incontournable du processus évolutif du système capitaliste. Pendant que certains accumulent les millions voire les milliards, les peuples doivent lutter de plus en plus pour leur survie. Le futur est sombre pour les générations à venir, sans compter que notre planète s'essouffle et se meurt à petit feu. Alors avec tout ça, j'ai envie de vous demander... **qu'est-ce qu'on attend pour se révolter ?**

Note :

Les statistiques et données quantitatives mentionnées dans cet article sont tirées de documents de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) et des reportages de l'émission *Naufragés des villes* diffusée à Radio-Canada et peuvent être retrouvées sur les sites web suivants : <http://iris-recherche.qc.ca/> http://naufrages.radio-canada.ca/emissions_episode.aspx



Non à l'embourgeoisement de nos quartiers ! Gentrifieurs : DÉGAGEZ !

La gentrification est un exemple cruel de ce capitalisme qui fait mal, qui cause dépression, isolement et exclusion et qui accule une partie de la population dans des situations qui sont de plus en plus précaires. Depuis plusieurs années, la gentrification est le motif principal de l'aggravation de la situation des locataires à Montréal. À plus grande échelle, elle contribue à envenimer lourdement la crise du logement. Tout comme l'austérité, cette crise ne peut être comprise que par une analyse anticapitaliste.

En effet, les différentes crises du logement vécues au Québec et partout dans le monde sont directement reliées au boom immobilier provoqué par un capitalisme sauvage. En incitant les ménages à investir dans le marché de l'immobilier, les banques et tous ces économistes véreux ont pu non seulement se sauver de la faillite, mais ont aussi entraîné une augmentation de 112 % du prix des propriétés. Quant aux différents gouvernements, ils laissent la voie complètement libre au marché privé et permettent l'embourgeoisement de la ville au détriment de la population. La gentrification perdure et perdurera tant et aussi longtemps que le système capitaliste existera.

S'attaquer à la gentrification, c'est aussi identifier localement qui sont ces gentrifieurs. Nous pouvons bien sûr viser les promoteurs de condos, mais nous devons aussi pointer du doigt ces propriétaires de commerces de luxe et de restaurants bourgeois. Le Sud-Ouest de Montréal est un bon exemple d'un milieu littéralement envahi par ces investisseurs sans scrupules.



Corey Shapiro, gentrifieur de Saint-Henri

Corey Shapiro est un de ces méprisables gentrifieurs. Cet homme d'affaires de 32 ans est co-propriétaire depuis plus d'un an d'un barbershop de luxe situé dans la rue Notre-Dame à Saint-Henri : le Notorious. Endroit de prédilection d'anciens yuppies, de bourgeois et de jeunes riches de Montréal, la population du quartier n'est pas la bienvenue quoi qu'en dise Shapiro.

Notorious

Le Notorious ne représente en rien l'image du barbier populaire situé dans un quartier ouvrier. Ici, la précieuse moustache du bon bourgeois peut être domptée par une douzaine

de cires et celui-ci peut se procurer un arsenal de produits capillaires tous plus luxueux les uns que les autres. De plus, pour la somme de 100 \$, il pourra siroter un p'tit verre de scotch tout en se faisant tailler la barbe avec un rasoir en or. Complètement ridicule !

De nombreux et nombreuses résidentEs soutiennent que Shapiro est un être arrogant et méprisant. Plusieurs d'entre eux et elles sont mal à l'aise lorsqu'ilLes le croisent dans la rue. Soulignons qu'à son arrivée, il a forcé l'expulsion illégale d'une locataire qui vivait en haut de son business alors qu'il n'est pas le propriétaire dudit logement.

Mais ce n'est qu'un début. Shapiro se vante à qui veut bien l'entendre qu'il a carrément acheté la rue Notre-Dame à Saint-Henri ! Il s'avère donc très inquiétant de constater que le 28 novembre dernier, il a déployé ses tentacules en ouvrant une nouvelle boutique de luxe : L'archive. Ce commerce propose un éventail de lunettes soleil qui valent jusqu'à 50 000 \$! Corey Shapiro affirme que ses lunettes sont aussi disponibles pour la population locale. Mais de quelle population parle-t-il ? Sûrement pas celle de Saint-Henri qui, chaque année, est frappée par une terrible hausse de loyer. En 2014, on parle d'un ménage sur dix qui consacre plus de 80 % de son revenu pour se loger. Sa clientèle cible est plutôt les bourgeois de Westmount ou de Ville Mont-Royal venant, tels de nouveaux colonisateurs, envahir le Sud-Ouest pour magasiner les fins de semaine !

Le Burgundy Lion

Le Burgundy Lion est un second exemple d'un commerce gentrifié qui accentue le sentiment d'exclusion vécu par la population locale. Un groupe de militantEs du quartier soutient en effet qu'ilLes y ont vécu du profilage social. Le gérant de ce pub, prétextant une réservation, leur a montré la porte lorsqu'ilLes sont venuEs prendre une bière en fin d'après-midi. La place était alors complètement vide.

Le Notorious, L'archive et le Burgundy Lion ne sont que des exemples parmi de nombreux autres commerces qui anéantissent la vie des résidentEs dans le Sud-Ouest de Montréal. Dû à l'attitude des propriétaires, à la décoration des lieux et aux prix trop élevés, plusieurs personnes ne se sentent plus les bienvenuEs et ne reconnaissent plus leur environnement. Ces



CONDOS DESTROY NEIGHBORHOODS

gentrifieurs collaborent à la fermeture de commerces locaux et populaires qui étaient ancrés dans le milieu depuis de nombreuses années. De plus, ils développent des lieux permettant aux riches d'entretenir leur propre sociabilité de quartier tout en excluant la population locale.

Qu'est-ce qu'on fait?

Mis à part ne pas, évidemment, fréquenter ces lieux d'opulence, comment pouvons-nous lutter contre ces monstres du capitalisme ? Nous pouvons nous mobiliser au sein de différents comités logement, dont le POPIR-Comité logement, qui agit contre la gentrification dans Saint-Henri, la Petite-Bourgogne, Ville-Émard et Côte-Saint-Paul. Cette année, ses membres ont en effet décidé de prioriser la lutte contre l'embourgeoisement dans leurs quartiers. Dans un autre registre, soulignons l'action de certaines personnes qui ont agi face au Notorious. Cet automne, un groupe muni d'un extincteur rempli de peinture a aspergé les vitrines du salon de barbier ainsi que du Campanelli, un coffee-shop/magasin de mode de luxe.

Luttons contre ces gentrifieurs qui nous tuent à petit feu ! Au-delà de la sensibilisation et de la conscientisation (qui sont essentielles), réfléchissons à des actions de perturbation qui viendront causer des préjudices économiques à ces commerces. Attaquons le capitalisme là où ça fait mal, directement dans les poches des commerçants.

Réapproprions-nous nos quartiers !



Quand environnement rime avec argent

Le discours entourant l'extraction pétrolière tente de nous faire croire que ces industries favoriseraient le bien commun : création d'emplois, investissements dans des infrastructures, créations de nouveaux domaines de recherches, etc. Mais qu'en est-il vraiment ?

Au Canada, en l'espace de 12 ans, il y a eu plus de 1 000 accidents dans le milieu pétrolier, qu'il s'agisse d'explosions, de fuites, de déversements ou de déraillements¹. Rien qu'au cours des 5 derniers mois, il y a eu plus de 133 incidents en Alberta². Le dernier incident en date était un déversement de 60 000 litres dû à un bris dans un pipeline de la Canadian Natural Resources³. Et lors du mois d'octobre, c'est plus de 625 000 litres de produits toxiques qui ont été déversés dans la nature⁴. Pourtant, l'Agence de l'énergie de l'Alberta (AER) continue à laver de tout soupçon les entreprises responsables de ces déversements.

Au Québec, l'exploitation pétrolière s'est surtout fait connaître par le projet de forage de TransCanada à Cacouna ou encore par le projet d'exploration à l'île d'Anticosti. Deux projets dans laquelle la corruption des divers partis politique est flagrante. David Heurtel, le ministre de l'Environnement, n'avait eu aucun mal à donner une autorisation à TransCanada pour commencer les forages à Cacouna⁵, alors qu'il n'avait pas en main les rapports scientifiques nécessaires.

Du côté de l'île d'Anticosti, la corruption politique est encore plus présente. Ce grand parc naturel sera sous peu détruit à coup de forage et d'exploitation pétrolière. En 2008, Hydro-Québec a vendu pour 10 millions de dollars les 35 permis de forage à Pétrolia. Selon les premiers rapports, la compagnie pourrait puiser jusqu'à 229 milliards de pétrodollars⁶. Le gouvernement péquiste critiquait alors la décision du gouvernement Charest. Cependant, une fois au pouvoir, le gouvernement Marois y a vu une bonne cause et a laissé Pétrolia continuer ses sales affaires. Le PQ a même sorti l'ex-militant environnemental devenu ministre Daniel Breton de son placard pour défendre le projet⁷.

Il ne faudrait pas oublier le cas de la municipalité de Ristigouche-Partie-Sud-Est. Ce secteur est convoité par Gastem, une compagnie d'exploitation pétrolière et gazière dirigée par l'ancien ministre du Parti libéral Raymond Savoie. La municipalité se dote alors d'un règlement interdisant tous les forages près d'une source d'eau. Gastem trouve que c'est un règlement illégitime et décide donc de poursuivre la Ville pour 1,5 millions de dollars. Le problème, c'est que la

petite municipalité n'a qu'un budget de 275 000 \$⁸. Face à cette poursuite bâillon, est-ce que le gouvernement agit ? Non. Il préfère laisser la petite ville se battre seule.

Une situation similaire s'est produite en Gaspésie lorsque la ville s'est dotée d'un règlement semblable. Là aussi la ville a subi une poursuite bâillon. Toutefois, face à la pression populaire, Pétrolia a décidé d'abandonner le projet⁹.

Les menaces écologiques ne proviennent pas toutes des projets pétroliers au Québec, il y a aussi le Plan Nord qui continue de nous pendre au bout du nez. Tous les partis ont leur idée à propos de celui-ci. Tous veulent y investir de l'argent. Lorsque le Parti québécois était au pouvoir, sa version du Plan Nord économisait 21 millions sur les 889,9 millions initiaux du gouvernement Charest¹⁰. La raison ? Le gouvernement coupait dans les logements sociaux destinés à la population autochtone. Mais il ne faut pas croire que le gouvernement Couillard fait mieux. Il n'a que repris les plans précédents et les a quelque peu bonifiés. Pas pour la collectivité, juste pour ses amiEs.

L'investissement du Plan Nord commence par la création d'une nouvelle société d'État : la société du Plan Nord. On peut se demander à quoi sert la création d'une telle société quand la majeure partie des retombées économiques va au privé. La nouvelle société d'État aura un budget initial de 63 millions de dollars¹¹. À cela, il faut aussi ajouter un petit 20 millions pour une étude afin de savoir si une troisième voie ferrée sera nécessaire, et ce, bien que déjà deux études affirment que non¹². Et l'État nous dit qu'il n'a plus d'argent pour financer les programmes sociaux. On nous prend vraiment pour des caves ! On essaie de nous vendre le Plan Nord comme un développement économique et social : c'est insultant lorsqu'on sait qu'il en coûtera jusqu'à 1,2 milliards de dollars simplement pour le nettoyage des 698 sites miniers abandonnés ! Les seuls cadeaux que les compagnies minières et pétrolières savent faire sont de polluer notre existence et nous enfoncer dans la crise des finances publiques grâce au financement public qu'elles reçoivent. Sans compter que depuis que le développement « économique » du Nord a été mis en place, la violence faite aux femmes n'a pas cessé d'augmenter. On observe une augmentation de 24% des cas d'agressions sexuelles rapportées¹³. Ainsi, le Plan Nord constitue pour les femmes un véritable retour en arrière. Par ailleurs, le gouvernement provincial a beau se targuer



de vouloir réduire les émissions de gaz à effet de serre pour freiner les changements climatiques, les institutions publiques, comme la Caisse de dépôt et placement du Québec, sont aussi complices du désastre écologique annoncé. Ainsi, on découvre que la Caisse a acheté des actions et des obligations de Canadian Natural Resource (291.3 millions \$), Pétrolia (500 000 \$), Enbridge (251.1 millions \$) Kinder Morgan (16.9 millions \$), Junex (1.5 millions \$), SunCor (21 millions d'action) et TransCanada (767.3 millions \$)¹⁴. Comme le gouvernement dépend de la rentabilité de la Caisse, pas surprenant que libéraux comme péquistes ne réagissent pas aux dangers que ces compagnies représentent pour l'environnement !

Mais ce que fait la Caisse de dépôt n'est guère différent des banques. Les banques canadiennes investissent une grande partie de leurs capitaux dans les compagnies pétrolières. D'ailleurs, la chute des prix de l'essence a causé des pertes pour les banques¹⁵. On comprend ainsi un peu mieux pourquoi l'État se montre plus soucieux de protéger les sites d'extraction que la collectivité.

Propagande et complicité de l'État

Il devient évident qu'entre l'État et la collectivité il y a un fossé. L'État semble ne représenter que les intérêts des entreprises capitalistes. Ces entreprises misent sur l'aide de l'État, mais aussi sur une forte propagande.

Plus tôt cette année, on apprenait que TransCanada a mis au point avec la firme de relations publiques Edelman un grand plan de propagande. Cette firme avait été précédemment embauchée par la compagnie Produits Forestiers Résolu¹⁶ concernant le cas des coupes à blanc illégales sur des territoires autochtones non cédés par les Anishinaabe. Son plan de marketing va de payer des internautes pour diffuser des messages pro-pipelines jusqu'à attaquer systématiquement tous les groupes environnementalistes. Dans le document d'Edelman, il est même conseillé de changer





→ Suite de la page 6

le terme « sable bitumineux » pour « ressource naturelle »¹⁷. Mais c'est toujours mieux que la vision de Kinder Morgan qui, dans un rapport de 15 000 pages, explique que les déversements de pétrole sont un événement positif pour les localités, puisque c'est une occasion d'affaires¹⁸ !

Et comme cela fait partie de leurs pratiques d'affaires partout dans le monde, les entreprises du secteur énergétique aiment bien graisser la patte de ceux et celles qui sont au sommet. Étrange que Pierre Arcand, notre cher ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, responsable du Plan Nord, ne se vante pas souvent du fait qu'il a participé à un séjour tous frais payé le 20 août 2014 à Banff, organisé par une association faisant la promotion de l'exploitation pétrolière : la Canadian Oilmen's Association¹⁹.

Autant dire que la classe politique fait elle-même le travail de propagande quand c'est nécessaire. Et une fois au pouvoir, elle s'assure de modifier les lois en faveur des compagnies. Par exemple, depuis l'adoption d'une des très nombreuses lois mammoth au fédéral, il n'est désormais plus nécessaire que les sites d'extraction de sables bitumineux fassent l'objet d'une évaluation environnementale²⁰. Mais comment attendre autre chose du gouvernement Harper quand celui-ci considère que le pétrole est une ressource renouvelable²¹.

Les liens de proximité entre les compagnies pétrolières et l'État s'opèrent à différents niveaux. Un véritable système de porte tournante existe entre les dirigeants de compagnies et les membres de la classe politique, et cela reste le plus souvent dans l'ombre. Pas étonnant qu'il y ait convergence d'intérêts...

L'entreprise Canadian Natural Ressources a un imposant conseil d'administration à cet égard. On y retrouve, entre autres, Frank McKenna, ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick²² qui, depuis qu'il a quitté le rôle de premier ministre, parcourt le territoire pour répandre la bonne nouvelle concernant le gaz de schiste. Tout comme l'honorable Gordon D. Giffin, ancien ambassadeur états-unien, qui est aussi directeur de la Canadian Imperial Bank of Commerce, Canadian National Railway Company, Canadian Natural Resources Ltd. et de Just Energy Group Inc. Ou encore Gary A. Filmon, ancien premier ministre du

Manitoba, qui siège aussi au CA de la Canadian Natural ressources et N. Murray Edwards, l'actionnaire de contrôle de la compagnie, qui a donné environ 436 227 \$ au Parti libéral de la Colombie-Britannique²³. On ne se demandera pas pourquoi...

Quant à Suncor, la plus grosse compagnie énergétique au Canada, elle est aussi pourrie gâtée que les autres. Sur son conseil d'administration on retrouve Dominic D'Alessandro, qui a été choisi en 2006 par Stephen Harper pour faire partie du Conseil nord-américain de la compétitivité²⁴. Ce conseil a pour but de faire des recommandations aux différents pays afin d'accroître la prospérité. Évidemment, les membres de ce conseil proviennent du privé. Bref, M. Alessandro s'est fait quelques amies au gouvernement. Et que dire de la présence de Maureen McCaw. Elle est non seulement membre du CA de Suncor, mais aussi de celui de Radio-Canada²⁵, et elle fait partie de l'équivalent albertain de l'Autorité des marchés financiers (organisme de régulation financière). Autant dire que Madame McCaw est un peu partout.



Enfin, TransCanada n'est pas en reste, elle aussi veut sa part du gâteau. On y retrouve Derek H. Burney. Il a été le chef de cabinet de Brian Mulroney²⁶. Il a agi par la suite en tant qu'ambassadeur canadien aux États-Unis pendant 4 ans. Et quand TransCanada veut vendre sa merde aux Autochtones, la compagnie s'assure aussi d'avoir un ancien grand chef de l'Assemblée des Premières Nations, Phil Fontaine²⁷, comme lobbyiste.

Et la liste pourrait continuer ainsi pendant très longtemps : James J. Blanchard²⁸, ancien gouverneur et ambassadeur américain chez Enbridge ou encore André Caillé²⁹ – ancien sous-ministre de l'Environnement chez Junex. Ils passent de postes clés dans le gouvernement à ceux des entreprises du secteur minéro-énergétique. Pas surprenant qu'ils défendent à tour de rôle leurs intérêts mutuels, puisqu'il s'agit de leurs intérêts de classe. Même petite clique, même petite élite.

Résistance et répression

Toutefois, il y a de plus en plus de résistance. Petite ou grande, elle est de plus en plus présente partout au Canada, souvent menée de front par les traditionalistes dans les communautés autochtones. Mais cette résistance est toujours accompagnée de la répression de l'État.

L'ingénieur Evan Vokes l'a appris à ses dépens. Il était employé chez TransCanada jusqu'à ce qu'il dépose une plainte à l'Office national de l'énergie (ONE). Dans cette plainte, il explique que l'entreprise ne respecte pas les normes de sécurité. Il a observé que les oléoducs servant à transporter le pétrole ont des failles au niveau des soudures³⁰. Ces failles sont ce qui cause les fameux problèmes mécaniques responsables des déversements. Étrangement, l'ONE n'a pas tenu compte de la critique de Vokes et a laissé TransCanada opérer en toute impunité. Ce n'est qu'au moment où il a dénoncé publiquement la stratégie de TransCanada que l'ONE s'est intéressé à ses accusations. Vokes pense c'est l'ONE qui l'a dénoncé à TransCanada, ce qui n'aurait rien d'étonnant...

L'austérité est aussi une excuse pour couper les vivres à des groupes critiques des politiques énergétiques. Le gouvernement provincial a coupé le financement de plusieurs groupes environnementaux. Ce sont plus de 10 groupes qui risquent de disparaître. L'objectif de ces coupures : économiser environ 450 000 \$. Si ce chiffre semble gros, il n'est rien comparativement à celui que le gouvernement est prêt à investir dans les travaux d'exploration pétrolière sur l'île d'Anticosti : 112 500 000 \$³¹. Soit 250 fois « l'économie » que le gouvernement fait avec les groupes environnementaux. Et évidemment tout cet argent investi n'aura aucune incidence économique pour le reste de la population. On peut toujours justifier que de tels projets engendrent des emplois et donc un revenu. Mais qu'en est-il des emplois dans le milieu communautaire ? C'est que l'État préfère les premiers aux seconds parce qu'ils rapportent plus. Après-tout, qui dans le communautaire peut se payer un ministre ?

Cette attaque n'est toutefois pas l'apanage du gouvernement provincial. Le gouvernement fédéral s'attaque aux « profits » des groupes environnementaux en instrumentalisant Revenu Canada, qui passe à la loupe les états financiers de ces groupes pour trouver la moindre erreur. On aimerait que le gouvernement soit aussi zélé avec les corporations multimilliardaires. Trois groupes sont principalement visés : Équiterre, la Fondation David Suzuki et l'Association québécoise de lutte contre la



pollution atmosphérique. Trois groupes luttant contre l'exploitation des sables bitumineux. Trois groupes considérés comme des ennemis dans le plan marketing de TransCanada³². Il devient de plus en plus clair que le gouvernement, fédéral ou provincial, chasse l'écologiste.

Cette répression est aussi de nature juridique. Le gouvernement fédéral a introduit plusieurs modifications aux lois, notamment celle qui vise à augmenter les pénalités encourues pour des dommages faits à la propriété ou pour bloquer l'accès à des infrastructures publiques ou privées. Selon les avocats Mr. Prutschi et Mr. Spratt, l'objectif de cette loi est de viser précisément les manifestantEs bloquant l'accès à des pipelines³³. La modification fait passer le temps d'emprisonnement maximal pour ces infractions de 2 à 10 ans, et augmente les amendes de 500 \$ à 3 000 \$.



Résistance et situation autochtone

De tous les groupes résistant à ces projets, on ne peut oublier celui qui subit le plus de répression : les Autochtones. Les populations autochtones sont les premières à se mobiliser contre les effets pervers de l'exploitation minière et pétrolière, puisque ce sont souvent leurs territoires et leurs modes de vie qui sont attaqués par ces industries. Bien avant le mouvement Idle No More, les Autochtones utilisaient différentes tactiques : manifestation, blocage, occupation, flash-mob et actions directes. Mais qu'importe où ils et elles se trouvent, qu'importe l'action posée, la police et l'anti-émeute de la GRC sont là pour les arrêter. On parlait l'an dernier de la lutte qu'avait menée la communauté Mi'gmaq d'Elsipogtog contre la compagnie d'exploitation du gaz de schiste SWN et comment elle avait été réprimée dans la violence³⁴. Ainsi assiégée, la communauté autochtone avait alors répliqué en brûlant plusieurs véhicules de police.

L'un des cas qui se retrouve le plus dans les médias dernièrement est la lutte de Burnaby Mountain. La communauté Tsleil-Waututh se bat contre la compagnie Kinder



Morgan³⁵, qui veut faire passer un pipeline sur son territoire. La compagnie est appuyée par l'État qui utilise tous ses moyens répressifs : police fédérale, injonctions et manipulation de la loi. Les opposantEs au projet ont tenté de faire opposition à l'examen de l'ONE en cour fédérale, mais cela a aussi échoué. Face au pouvoir législatif, la communauté autochtone a décidé de désobéir, notamment par une présence accrue de manifestantEs sur le site, ce qui a mené à plusieurs arrestations.

La réaction du gouvernement fédéral a été d'intensifier sa surveillance des groupes environnementaux et des militantEs des Premières Nations³⁶.

Cette répression n'est pas gratuite. Chaque fois que le gouvernement envoie un flic, quand ce n'est pas une escouade, il en coûte plusieurs milliers de dollars.

Pendant ce temps, on nous sert l'austérité sur un plateau d'argent.

- 1- <http://bit.ly/1fRXZ0j>
- 2- <http://bit.ly/154CZ5t>
- 3- <http://huff.to/1xrd3Yn>
- 4- <http://bit.ly/1vnNYCi>
- 5- <http://bit.ly/1AgRImk>
- 6- <http://huff.to/1yldI1o>
- 7- <http://bit.ly/1lyW52n>

- 8- <http://bit.ly/14BOocF>
- 9- <http://bit.ly/14YW21E>
- 10- <http://bit.ly/14YWb5m>
- 11- <http://bit.ly/17Jf3Xb>
- 12- <http://bit.ly/1BsHeVa>
- 13- <http://huff.to/1B9ascl>
- 14- <http://bit.ly/1lyX8PT>
- 15- <http://bit.ly/1x2NmOJ>
- 16- <http://huff.to/1vdRLRt>
- 17- <http://bit.ly/1DHbWvP>
- 18- <http://bit.ly/1iNtdZE>
- 19- <http://bit.ly/17JfX5K>
- 20- <http://bit.ly/1KLA2Yy>
- 21- <http://bit.ly/1DHcphy>
- 22- <http://bit.ly/1FYrmxY>
- 23- <http://bit.ly/1AgTNPc>
- 24- <http://bit.ly/1xrgmid>
- 25- <http://bit.ly/1yj6JaB>
- 26- <http://buswk.co/1x2P7eJ>
- 27- <http://bit.ly/1zeMgFu>
- 28- <http://bit.ly/1BsJZ9e>
- 29- <http://www.junex.ca/conseil-administration>
- 30- <http://huff.to/1lz0kLA>
- 31- <http://bit.ly/1zeMQDc>
- 32- <http://bit.ly/1pTb8ij>
- 33- <http://bit.ly/1x2Q86t>
- 34- <http://bit.ly/1DHdq9x>
- 35- <http://bit.ly/1xrhC4P>
- 36- <http://bit.ly/1mmxwsi>



Le système de santé : augmenter l'efficacité, mais pas pour nous soigner !

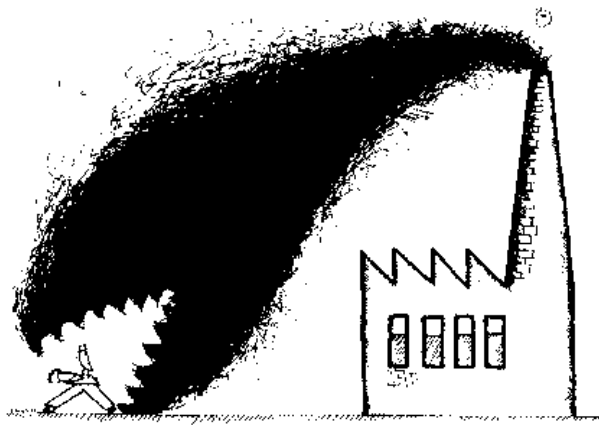
Le système de santé est un enjeu énorme au Québec. Le budget alloué en santé représente près de la moitié du budget provincial¹ et on est généralement unanime sur le fait qu'on est mal soignéEs. L'austérité menace de mettre la hache dans le système de santé et la gauche tend généralement à défendre le système en place. Toutefois, il semble qu'à travers les années les réformes ont réussi à camoufler des subventions déguisées au sein des dépenses, ainsi qu'à perdre de vue les causes des maladies pour se concentrer sur les symptômes, si bien que le système devient de plus en plus productif, mais on est de moins en moins soignéEs. Ainsi, il semblerait que le système de santé a plus besoin d'une révolution que d'une évolution.

L'origine du système de santé « universel² »

Essentiellement, après la Seconde Guerre mondiale, la reconstruction de l'Europe a créé un boom industriel, qui a causé un exode agricole et rural, ce qui « a conduit à la diminution de la population vivant sur des exploitations³ [agricoles] ». On a, avant les premières réformes, un système effectivement à deux vitesses : des hôpitaux soutenus par des compagnies d'assurances et de gros employeurs⁴, ainsi que de l'autre, des congrégations religieuses fournissant une assistance d'urgence à toutes et tous. Ce sont les incarnations des deux sources du système de santé : le besoin de travailleurs et travailleuses en santé, ainsi que d'un contrôle sanitaire minimal afin d'éviter les épidémies.

Ainsi, lors de la Révolution tranquille, on commande une étude du système de santé québécois. La commission Castonguay-Nepveu sortira un rapport en 1970, recommandant la création d'un système à trois échelons : le premier étant le CLSC, qui pouvait référer à un hôpital, qui pouvait, lui, référer à un hôpital universitaire. Les premiers CLSC étaient des organisations littéralement communautaires, qui visaient à assurer la santé des habitantEs d'une communauté et qui étaient directement issus du manque de ressources dans les nouveaux quartiers développés pour les travailleurs et travailleuses. Des organisateurs et organisatrices communautaires y étaient directement rattachés afin de pouvoir intervenir dans la communauté, par des campagnes d'information et de sensibilisation. Ils et elles pouvaient aussi mobiliser les personnes du quartier directement contre la source des problèmes, que ce soit le chômage, les logements insalubres ou le manque de logement en général.

Ainsi, la santé était perçue comme un phénomène social local, auquel on pouvait trouver des réponses collectives pour agir sur les causes sociales et politiques de plusieurs problèmes de santé. Il devient par exemple facile de voir directement que les gens pauvres de telle ou telle communauté développent des maladies liées à tel ou tel produit alimentaire bon marché, à l'exposition à l'air vicié d'une usine ou aux moisissures dans des logements mal



conçus. Une telle approche est peu dispendieuse : les individus touchés par des problèmes sont fréquemment les principaux acteurs et actrices de la mise en place de solutions à leurs problèmes, les cliniques n'ont pas besoin d'infrastructures dispendieuses, et on peut réduire drastiquement le nombre d'hospitalisations par les actions en amont.

De nombreux types de maladies actuelles pourraient probablement trouver des solutions communautaires. Les médecins eux-mêmes disent que 20 % des déficits d'attention sont de cause environnementale⁵, on sait que le stress est un facteur aggravant ou causant de multiples formes de maladies⁶, auquel la plupart des solutions sont de nature sociale⁷ et on sait que les personnes isolées

socialement sont plus à risque de développer des problèmes de toxicomanie (personnes âgées, homosexuelles, incarcérées, itinérantes)⁸ et ainsi de développer d'autres problèmes de santé.

La « rationalisation »

Une fois le système de santé nationalisé, l'État tenait désormais les cordons de la bourse, et il a alors mis en place des mécanismes afin de pouvoir contrôler les coûts : « Alors que médecins, infirmières et communautés religieuses avaient, à toutes fins utiles, le contrôle des institutions sanitaires à la fin des années 1960, ce sont maintenant des économistes, des comptables, des démographes, des épidémiologistes, des spécialistes de la recherche opérationnelle, des administrateurs certifiés et des sociologues qui fournissent le personnel d'un nombre croissant de bureaux de recherche, et le personnel d'encadrement du ministère et des centres régionaux⁹. »

Toute réforme soumise à un centre décisionnel qui tente de s'assurer que le travail effectué est efficace est ultimement en proie au fordisme : une division systématique des tâches qui vise une maximisation de la rapidité d'exécution des tâches individuelles. Très rapidement, les aspects communautaires seront limités parce qu'il est dur d'en évaluer l'efficacité. C'est le même fléau qui affecte l'éducation : les ministères sont en charge d'analyser, de produire des études et de tenter d'économiser. Ainsi, on analyse l'éducation et la santé de manière essentiellement industrielle. Les ordres professionnels produiront des

Nombre d'établissement de santé au Québec

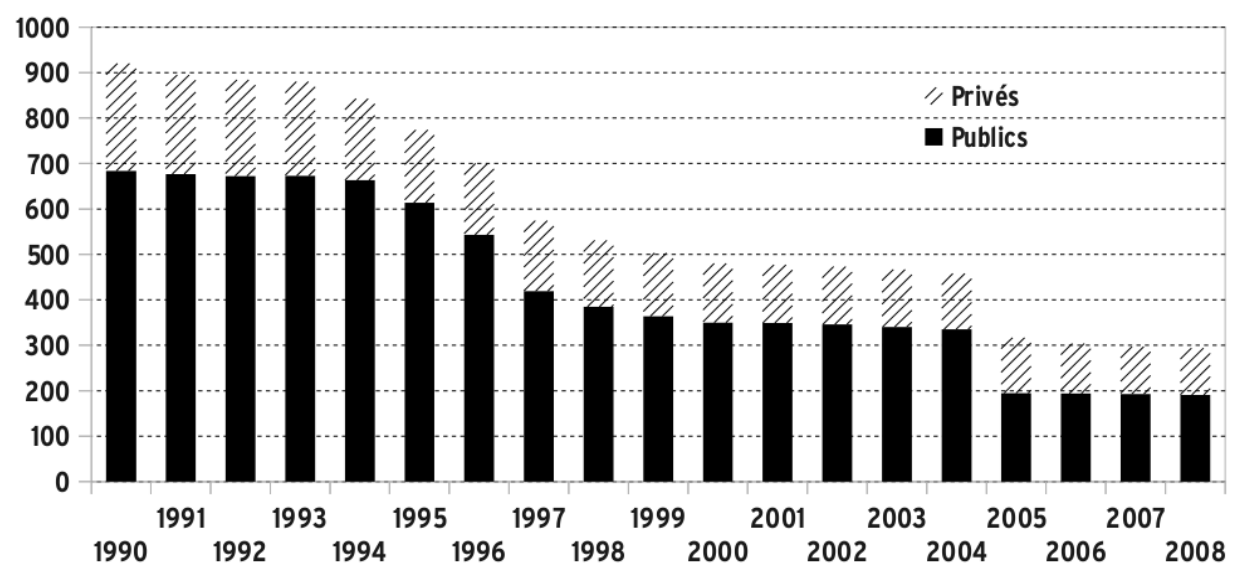


Illustration 1 : Nombre d'établissements de santé au Québec depuis 1990 (tiré de <http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/2009/09-731-01F.pdf>)



définitions d'actes médicaux auxquels seront impartis des temps fixes, et les actes « inutiles » seront retirés du système. Rapidement, les critères d'évaluation du système de santé seront le nombre de médecins par personne, les investissements dans les soins de santé, le nombre d'actes médicaux prodigués. On évitera de demander aux gens comment ils se sentent par rapport aux soins prodigués, ainsi que d'apprécier les facteurs environnementaux de base : nourriture, air et eau de qualité et accessible, infrastructure et soutien au sport, travail émancipateur et sécuritaire, logement de qualité, revenu décent, etc.

En 1988, 80 % de la population croyait que le système de santé québécois était un des meilleurs au monde¹¹, alors que désormais, 65 % de la population est insatisfaite du système de santé¹². On procédera à des mises à pied et à des fermetures d'hôpitaux dans les années 1990.

Effectivement, cela apportera une lente restructuration vers de super-hôpitaux centralisés qui effectuent des actes médicaux à faible coût, mais qui ne prennent pas en compte les problèmes sociaux qui s'aggravent chez les clientèles visées.

économique de 1996 et la Loi cadre sur le déficit zéro, on procédera à plus de coupures et, en 1999 arrivera le rapport Arpin, qui poussera pour une harmonisation des services privés et publics et pour une meilleure satisfaction des besoins des requérantEs.

On voit à partir de ce point les orientations à long terme : le remplacement graduel du système public par une intrusion du privé lente et subtile. Le sous-financement du système de santé a mené de nombreuses personnes à devoir utiliser les services de santé privés et les discours se font de plus en plus forts pour un renforcement de cette dynamique. Toutefois, le plus terrifiant est qu'il est difficile de déterminer si ces orientations étaient volontaires ou bien si les administrateurs croyaient simplement qu'en bout de ligne, être traité plus rapidement allait résoudre tous les problèmes.

Toutefois, les nouveaux services de santé auront beau être efficaces et efficaces selon les critères capitalistes, il faut se rappeler que la santé n'est pas qu'une question d'actes médicaux accomplis : il s'agit d'une relation complexe avec notre environnement, de rapports économiques (puisque seuls les riches peuvent se permettre de manger bien, de faire du sport, de sortir de la ville les fins de semaines) et d'éducation (qui est malheureusement de plus en plus centrée sur les besoins du marché). Notre système de santé peut désormais être sujet aux mêmes critiques que les entreprises privées : il vise la performance à tout prix et dépend de plus en plus de ressources externes afin de diminuer les coûts. Par exemple, on force les parents à payer pour le sport des enfants, les vendeurs de vitamines font de gros profits sur le dos de ceux et celles qui n'ont pas le temps de bien s'alimenter et les mères de familles se doivent de devenir nutritionnistes et travailleuses sociales pour

Dépenses provinciales en santé

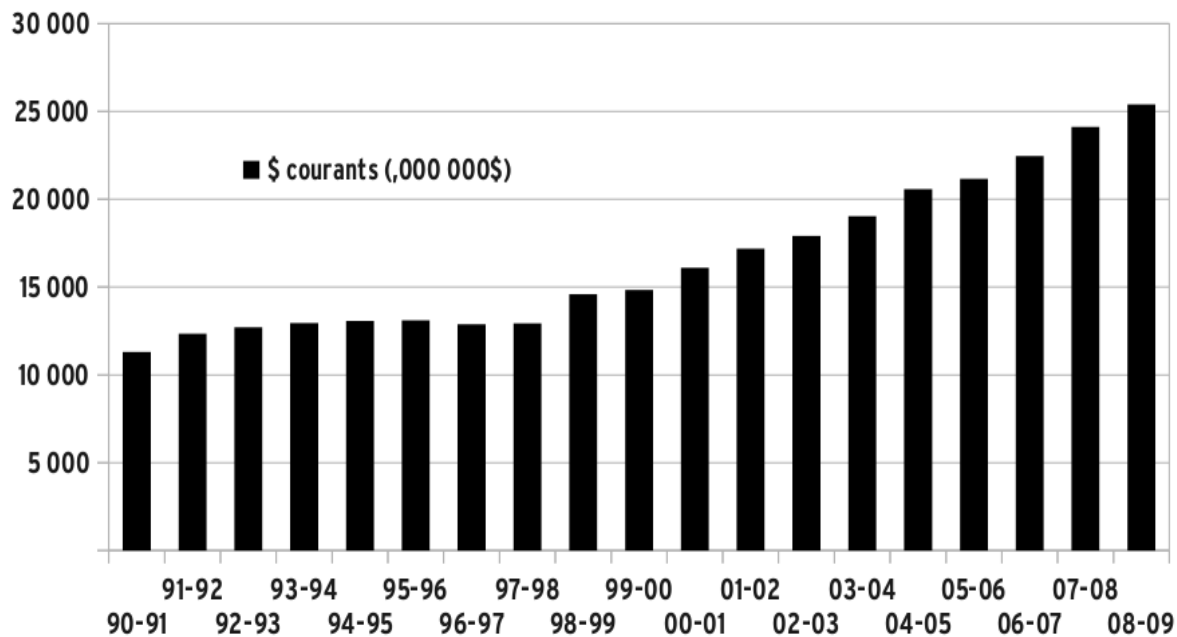


Illustration 2 : Dépenses en santé depuis 1990

Pire encore, en 1974 apparaît le rapport Lalonde, qui inverse radicalement la vision de la santé et qui aura des conséquences sans précédent sur la conception de celle-ci, lorsque le gouvernement commencera à faire la promotion des saines habitudes de vies. Cette vision est l'inverse du droit à la santé revendiqué dans la médecine communautaire 10 ans auparavant : on demande désormais aux personnes de cesser de fumer, de boire, de manger, pour se garder en santé. Il ne s'agit plus de problèmes collectifs mais individuels. On commence à parler du ticket modérateur, une taxe pour les gens qui « abusent » du système de santé et on commence à taxer les cigarettes. C'est toutefois beaucoup plus facile d'avoir de saines habitudes de vie lorsqu'on n'est pas obligé d'occuper deux emplois pour subvenir aux besoins familiaux.

C'est à partir de la commission Rochon en 1988 qu'on observe une explosion des coûts dans le système de santé, alors qu'auparavant les coûts évoluaient proportionnellement à l'évolution du PIB¹⁰.

Toutefois, face à l'augmentation des coûts et à l'insatisfaction que les fermetures et restructurations ont occasionnées, on commence à parler d'une implication plus grande du privé. Après le Sommet économique

Dépenses provinciales en santé par secteur

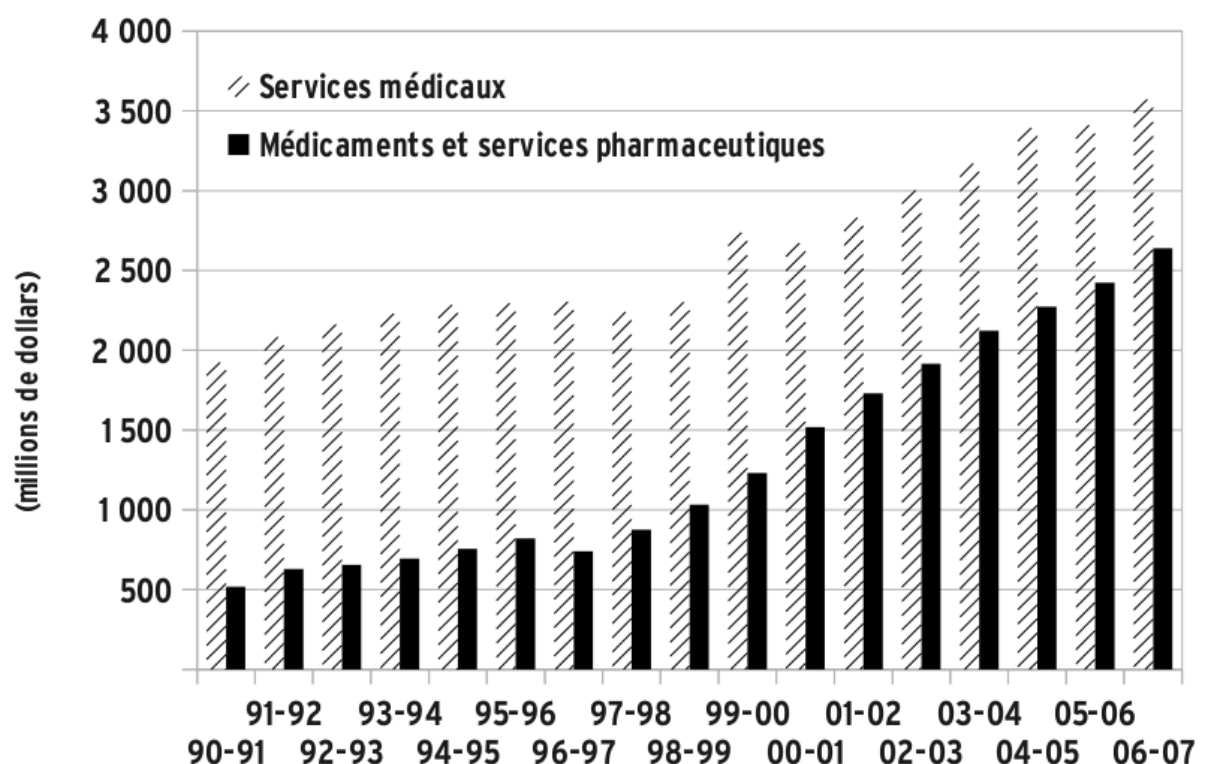


Illustration 3 : Pourcentage proportionnel des dépenses en santé au Québec.

On voit que l'essentiel de l'explosion des coûts médicaux revient à des compagnies pharmaceutiques, auxquelles ont versé désormais 5 fois plus.



s'assurer des bonnes habitudes de vie de leurs enfants. À l'inverse, en raison de la destruction des autres programmes sociaux, les hôpitaux redeviennent ce qu'ils étaient avant la réforme des années Nepveu-Castonguay : un centre qui accueille toutEs ceux et celles qui ont des problèmes urgents et divers.

Il est assez clair que la vision capitaliste du système de santé a été la première source de destruction d'infrastructures émancipatrices. Il s'agit d'une logique autoréférentielle : puisque notre confort dépend en grande partie de notre statut économique et que celui-ci dépend du statut économique de notre pays, on se doit d'utiliser les critères de performance du marché afin d'évaluer les services gouvernementaux. Les gouvernements, s'ils en ont le pouvoir, vont appliquer ces méthodes aux services publics, afin d'augmenter le rendement. C'est pourquoi le soubresaut social du système médical québécois fut de courte durée. Il faut un système de santé qui part de la population et qui est dirigé par les gens qui en bénéficient directement.

Face à l'explosion des coûts d'un système aussi dysfonctionnel, il semble que de nouvelles initiatives comme la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles seraient presque à même de ré-aiguiller le système de santé. Nous devons bâtir un système de santé axé sur la communauté et non sur la productivité.



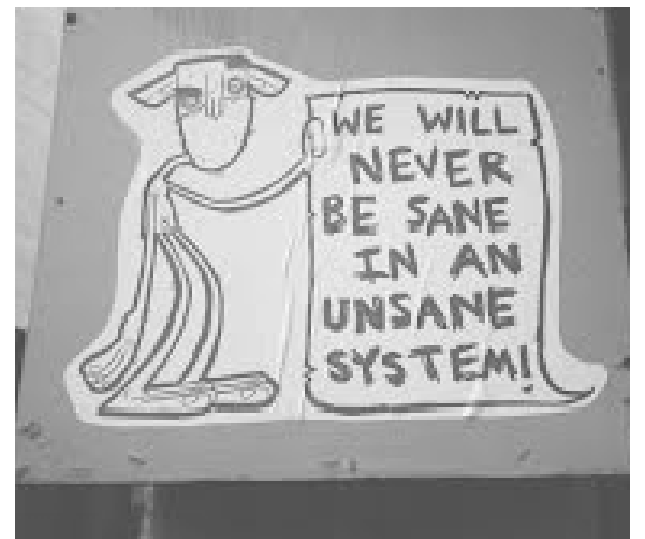
- 1- <http://bit.ly/1kD9PQ2>, p. 35
- 2- Non, le système n'est pas accessible à tous et toutes, puisque les personnes sans statut risquent l'expulsion lorsqu'elles les fréquentent : <http://iwc-cti.org/fr/la-sante-pour-tous-et-toutes/>
- 3- Dionne, Claude, 1976, « L'exode agricole au Québec, 1951-1971 », Cahiers québécois de démographie, Vol 5, no. 3, p. 147.
- 4- Baillargeon, François, 2009, La crise de la médecine libérale et le débat sur les assurances sociales au Québec de 1925 à 1945 à travers les pages du journal l'action médicale, p. 20.
- 5- www.douglas.qc.ca/expert_advices?id=2
- 6- www.e-sante.fr/prevenir-maladies-agir-sur-son-stress/2/guide/1143
- 7- www.douglas.qc.ca/info/stress
- 8- <http://bit.ly/1y1mEKA>

9- Renaud, Marc, 1995, « Les réformes québécoises de la santé ou les aventures d'un état "narcissique" », dans Keating, Peter et d'Othmar Keel, *Santé et société au Québec XIX^e-XX^e siècle*, Montréal, Éditions du Boréal, p. 21

10- White, Deena, 1992, « La santé et les services sociaux: réforme et remises en question », dans Daigle, Gérard et Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

11- Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux (1988), *Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux*, Québec, Publications du Québec, p. 396.

12- Radio-Canada, 2014, Un système de santé insatisfaisant, consulté le 6 décembre 2014, en ligne, <http://bit.ly/1kJDd7J>.



Printemps 2015 : où sont les féministes des grèves passées ?

- auteure invitée

En voyant la préparation du printemps 2015 aller bon train, je constate que la majorité des féministes avec lesquelles j'ai milité avant et pendant la grève de 2012 n'y sont pas impliquées en ce moment. Pourtant, je reconnais parmi les personnes actuellement mobilisées les visages des gens que j'ai côtoyés sur des comités de l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante), dans les comités de mobilisation, dans les assemblées générales, dans la rue, etc. Où sont ces militantes féministes, quelques années plus tard ? Sont-elles disparues du mouvement étudiant ? Qu'advient-il des enjeux qui ont façonné leur militance et du discours qu'elles ont porté ?

Durant mon parcours de militante étudiante féministe, j'ai appris sur mes limites, mais aussi sur celles des milieux dans lesquels j'ai milité. Quand je réfléchis rétrospectivement à mon implication, à celles d'amies et collègues, je constate que l'épuisement que nous avons vécu est intrinsèquement lié à la posture politique et au rôle que nous avons choisi d'adopter. Concrètement, qu'est-ce que s'impliquer dans un mouvement pour lequel les enjeux féministes ne sont pas la priorité ? Bien souvent, ça implique une double charge de travail militant. C'est-à-dire participer à la lutte en cours, en plus de se soucier d'aspects délaissés par celle-ci.

« No shortcut to the revolution »

Lorsque je militais au comité femmes de l'ASSÉ, les autres membres du comité et moi jugions important que la lutte ne soit pas que féministe dans son discours (ex. : témoigner des conséquences de la hausse des frais de scolarité pour les étudiantes), mais aussi dans ses pratiques (ex. : favoriser la participation des militantes dans l'organisation de la lutte). Il était aussi important pour nous que l'ASSÉ reconnaisse l'existence de différentes formes de savoir et de tendances présentes au sein du mouvement. Qu'elle soit un espace où ces discours peuvent entrer en débat, se confronter. Cela nous apparaissait comme des conditions nécessaires au mouvement pour qu'il prenne réellement en compte la diversité des conditions de vie des étudiantEs et des enjeux de lutte.

Nous travaillions aussi à ce que les pratiques soient plus inclusives. Que participer au mouvement soit possible sans qu'il ne faille

pour cela en connaître le jargon, être l'amiE des militants de longue date ou adopter le *lifestyle* militant.



Nous avons essayé d'organiser différemment les activités du comité femmes¹ : créer de nouveaux espaces de mobilisation non mixtes femmes, remettre de l'avant certaines pratiques comme la « garde du senti », soutenir la création de contingents parents-étudiants ou féministes dans les manifestations, utiliser les caucus non mixtes homme/femme ou cégep/université dans diverses circonstances (congrès, réunion, atelier de formation, etc.), se rassembler en non-mixité femme pour organiser une action... Selon nous, ça valait aussi la peine de prendre plus de temps pour écrire collectivement un article ou construire en groupe un atelier de formation. Le contenu était alors plus riche et aussi plus collé au vécu des participantEs. Le micro, les journaux ou les tracts portaient ainsi le discours des gens qui n'ont pas forcément le temps ni les conditions de vie pour se consacrer à temps plein à la militance. L'accessibilité à la militance c'est aussi ça : que les parents étudiantEs, les étudiantEs internationaux, les étudiantEs en formation continue, les militantEs queers et LGBT (lesbiennes, gais, bisexuelLEs, transsexuelLEs : les personnes qui luttent pour la reconnaissance de la diversité sexuelle), les personnes en situation de handicap et les étudiantEs autochtones aient l'espace au sein du mouvement pour y participer à leur manière. Qu'ils et elles puissent lutter concernant les enjeux dont ils et elles sont les premiers/premières concernéEs.

Afin de transformer les pratiques internes de notre organisation, nous sommes sorties des traditions préétablies et en avons critiqué certains aspects. Malheureusement, le changement ou la critique interne peut souvent être perçu comme une menace et

conduire à la marginalisation² de celles qui tiennent la lutte suffisamment à cœur pour oser en faire.

Le « care » est politique !

Pendant la grève de 2012, les gens disaient lutter ensemble et être solidaires. Pour plusieurs féministes, cette solidarité devait se manifester aussi dans le *care* et l'aide collective offerte face aux conséquences de cette lutte; mettre sur pied des réseaux d'entraide, accompagner des personnes judiciairisées au palais de justice, participer à des vigiles lors d'arrestation. Ça demande du temps et de l'énergie, que l'on soit impliqué dans l'organisation ou qu'on y participe.

Mener une lutte sociale, c'est vivre des moments de haute intensité aux côtés des personnes avec qui on partage des valeurs et de l'espoir, mais aussi la répression. La violence de cette répression s'ajoute aux rapports de pouvoir inégaux³ qui ressurgissent dans nos relations avec nos camarades de lutte. À l'automne 2012, puis celui de 2013, des vagues de dénonciation d'agressions sexuelles ont ébranlé le mouvement étudiant. Des féministes du mouvement étudiant se sont mobilisées pour mettre en branle une réponse collective, mais en ne faisant pas appel à la justice formelle. Des processus de justice transformatrice ont été mis sur pied. Des formations et ateliers d'éducation populaire sur le consentement, dénonçant la culture du viol, ont aussi été organisés. Lorsque la violence vient de nos alliés, en prendre conscience et la dénoncer demande encore plus d'énergie.

Tout ça, c'est un travail militant qui est souvent moins visible et moins valorisé au

sein de la lutte. Mes lunettes féministes me font voir ce travail comme essentiel à la construction d'un rapport de force solide. Ça permet de créer au quotidien un mouvement au sein duquel il y a une diversité de personnes impliquées et une véritable solidarité. C'est aussi un travail militant qui est conflictuel, confrontant et épuisant. Surtout si ce n'est fait que par quelques personnes, par quelques femmes. Ces féministes-là risquent de n'être plus en mesure et de n'avoir plus envie de militer pour de prochaines luttes... Si guérir d'un épuisement prend beaucoup de temps, reconstruire la confiance en des camarades qui ont plus lutté contre nous qu'avec nous, ça n'est pas toujours possible. Le mouvement étudiant a la mémoire courte, ce qui normalise ses pratiques et manières de faire. Je l'ai vu plus d'une fois être hermétique à un discours féministe et à des formes alternatives d'organisation. Et ça n'est pas près de changer si, chaque fois, la mémoire des critiques à la tradition militante masculine et de cette histoire moins romanesque de la lutte disparaît lorsque se sont épuisées les féministes qui les ont portées.

Si plusieurs féministes avec lesquelles j'ai milité ne sont pas directement impliquées en ce moment dans l'organisation du printemps 2015, elles y auront contribué par l'énergie qu'elles ont mis à entretenir la mémoire des discours, critiques et pratiques féministes.

Suggestions de lecture sur le féminisme dans le mouvement étudiant :

- Article de Camille Tremblay-Fournier intitulé « La grève étudiante pour les "Nulles" », www.jesuisfeministe.com/?p=6952.
- Article de grévistes intitulé *Quand le spectacle se poursuit en coulisse* disponible sur www.jesuisfeministe.com/?p=6500
- Article de Maria Nengeh Mensah intitulé « Le comité Femmes en grève, entrevue avec Isabelle, Françoise et Anne », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 18, no 1, automne 2005, p. 9-17, disponible sur Érudit.
- La recherche d'Anne Dagenais-Guertin intitulée *Le féminisme dans l'ASSÉ- problématiques et stratégies d'intégration* (Université Concordia, mai 2010).

Et il y a beaucoup d'autres textes qui valent la peine d'être lus !

1- Si j'en partage ici certains exemples, ce n'est pas parce que tout cela a forcément fonctionné au mieux, mais plutôt pour stimuler l'imagination et le dépassement des pratiques passées dans la présente lutte contre l'austérité.

2- Par exemple, la marginalisation que nous avons vécue s'est manifestée par la censure de certains articles, un refus de financement ou l'incertitude d'avoir un budget octroyé pour nos activités, un contrôle plus étroit et du dénigrement de ce que nous faisons.

3- Des inégalités qui se manifestent par de la violence sous diverses formes (économique, culturelle, structurelle, physique, psychologique, etc.) sont encore présentes entre hommes/femmes, citoyen-nes /immigrant-es ou sans papiers, personnes aisées/classe populaire, blancs/personnes racisées, etc.

Épuisement militant : les débuts d'une réflexion

- auteure invitée

Il y a toujours plus de réunions, d'actions à organiser, de manifestations... Les militantEs qui travaillent au changement social vivent souvent des périodes d'intense mobilisation. En même temps, militer, c'est se mettre en danger. Nous vivons la répression de la police, la judiciarisation, l'exclusion sociale pour nos idées politiques, etc. Même les espaces de lutte ne sont pas des *safer spaces*. Il en résulte souvent de l'épuisement généralisé, des dépressions et d'autres problèmes de santé mentale.

Comme il existe peu de support, les personnes touchées se retirent de la lutte politique, momentanément ou définitivement ; on perd alors leur expérience. Comme le travail politique doit continuer, on s'organise sans eux/elles et le phénomène de perdre des camarades en cours de trajet se perpétue. Pourtant, les luttes collectives sont inscrites dans la longue durée, on ne peut plus voir nos amiEs partir parce qu'illes sont épuisésEs. Ce n'est pas à cinquante personnes que nous ferons la révolution. S'occuper de notre bien-être collectif est donc nécessaire.

Nous ne sommes pas des psychologues ou des psychiatres (une chance !)¹. Nous ne sommes pas salvatrices. Ce texte n'est pas une formule magique pour régler le problème. Ce n'est pas non plus une leçon de morale, mais des réflexions lancées dans l'espoir de créer des discussions.

Prendre soin de soi est un acte de guerre, disait Audre Lorde. Nous affirmons que dans certaines limites, le travail invisible de prendre soin de sa communauté l'est aussi et que nous ne pouvons pas séparer les deux facilement. Ne pas respecter ses engagements à cause de la fatigue a des conséquences sur le groupe. La fatigue augmente notre irritabilité et baisse notre capacité d'écoute et d'attention envers les autres, augmentant les conflits au sein de la communauté. À quoi bon être partout si c'est pour créer du chaos partout. De plus, une personne – nous pourrions dire une *femme*, car elles font généralement le travail affectif – devra mettre du temps et de l'énergie pour aider à résoudre les problèmes et elle devra mettre de côté temporairement, ne serait ce qu'un peu, ses propres projets politiques.

En effet, la pression à l'efficacité est présente au sein des mouvements sociaux, même radicaux. C'est la même chose que pour le travail salarié. En ne déconstruisant pas notre envie d'en faire toujours plus, on reproduit les mécanismes de notre exploitation. Il existe une grande valorisation des personnes les plus productives et qui participent à « toutes les réunions », à « toutes les manifs », « à toutes les actions », etc. Ça en devient presque un objectif à atteindre. Dans tous les cas, que nous soyons un peu ou très actifs ou actives, un sentiment de culpabilité peut s'installer : et si nous en avons fait un petit peu plus ? Finalement, lorsque la pression



devient trop forte et que nous devons prendre du recul, la culpabilité revient encore plus forte ; nous ne pouvons que nous blâmer pour le cours des choses. Il faut devenir capable de nous féliciter d'être passéEs à l'action, d'avoir fait quelque chose et laisser de côté la culpabilité perpétuelle.

Les personnes centrales aux organisations sont les plus à risque de s'épuiser, ce qui peut facilement mettre en jeu la survie des organisations si elles ne prennent pas le temps de former une relève.

Ces critiques ne sont pas nouvelles. Probablement qu'il y en aura jusqu'à l'abolition de tous les systèmes de domination. Deux solutions temporaires douteuses sont par contre présentes : la médicalisation et la culture de l'intoxication. Le monde médical naturalise et normalise les rapports de domination. De plus, le capitalisme tend à créer des consommateurs et consommatrices de médicaments, si possibles à vie. C'est privé, il faut cacher ce problème, le tournant vers le honteux et l'innommable. Pour ce qui est de la bière après une manif, les gens s'intoxiquent collectivement, créant de nouvelles problématiques. Plusieurs cas d'agressions sexuelles, par exemple, ont été vécus lors de moments d'intoxication. L'alcool et la drogue ne sont pas en soi problématiques, toutefois, elles peuvent facilement mener à des dépendances, remplacer nos stratégies de gestion du stress, ou mener à des décisions moins éclairées. Je ne suis pas contre





➔ Suite de la page 13

l'usage d'alcool ou de drogue, mais il est possible de varier les espaces de bien-être collectif où le stress et les angoisses sont évacués. Par exemple, des potlucks² ou des soirées de jeux de société sont des activités alternatives, qui permettent de se retrouver et de partager ce qui nous tient à cœur.

Il faut collectivement reconnaître les besoins des autres, prendre conscience de nos propres limites et de celles des autres et les respecter. Cette reconnaissance doit se faire constamment au cours de la lutte et accorder des moments pour souligner nos accomplissements collectifs. Plus on sait s'occuper de soi et des autres, plus on arrive à avoir des relations et une communication saines et plus on est en mesure de lutter à long terme. Nous serons alors à même de développer des mouvements sociaux plus diversifiés en terme d'âge, d'engagement et d'expérience.

Enfin, un élément qui ne revient pas souvent dans le discours sur la grève générale, c'est l'organisation sociale de la société en grève. Les milieux communautaires sont souvent les premiers à répondre à un appel de grève, mais ils offrent un soutien à des personnes déjà précaires dans la société. Il faut penser à la manière d'offrir du support à ces personnes dans le cas d'une grève généralisée. Sans tomber dans le discours des « services essentiels », il est important de se questionner sur les moyens de gérer collectivement ces services. Les personnes les plus précaires de la société ne peuvent pas être traitées en « dommage collatéral » dans le cas d'une grève générale. C'est en s'assurant que chacun et chacune se sente soutenu dans les grèves que l'on pourra faire de celles-ci des éléments positifs pour toutEs les participantEs et ainsi réduire la peur des grèves subséquentes !

1- Je suggère cependant de flatter des animaux, danser ou faire du sport, appeler les personnes qui ont disparu pour avoir de leurs nouvelles, rire souvent, etc. dans le respect des limites de chaqu'unE.

2- Mais n'oubliez pas de penser aux personnes souffrant de troubles alimentaires, elles peuvent angoisser en mangeant devant d'autres.



Suivez la CLAC dans les médias :

Abécédaire anticapitaliste

Le comité agitprop de la CLAC sévit depuis septembre dernier sur les ondes de CISM à *Mais* l'émission animée par Simon Van Vliet. La chronique, qui a lieu une fois par mois, est basée sur la formule d'un abécédaire : une lettre, un mot, une tirade. Ça ne se passe pas dans l'ordre alphabétique, mais selon l'actualité. D comme dénoncer, C comme crosse ou crosseurs.

Bonne écoute !

www.clac-montreal.net/abecedaire

La crosse capitaliste du mois

Forte du succès qu'a connu sa campagne de ciblage des ostie de crosseurs capitalistes en 2012-2013, la CLAC se joint au journal *Le Couac* pour vous présenter chaque mois un crosseur (en solo, duo ou même trio) qui mérite sa place au panthéon. Parce qu'il ne suffit pas de répéter que les capitalistes sont pas gentils et que leurs larbins sont corrompus. Ça, tout le monde le sait. Il faut les nommer, les désigner, les montrer du doigt et dresser le bilan de leurs sombres forfaits. Car comme le disait si bien Sun Tzu : « Connais ton ennemi et connais-toi toi-même ; eussiez-vous cent guerres à soutenir, cent fois vous serez victorieux. »

Pour lire les article :

www.clac-montreal.net/couac



CLAC-Montréal

La Convergence des luttes anticapitalistes



Principes de fondation de la CLAC-Montréal :

- 1- La CLAC-Montréal est fondée sur un mode de fonctionnement antiautoritaire et se base sur les principes de l'Action mondiale des peuples (AMP)*, à titre de convergence et de lieu d'organisation pour la gauche anticapitaliste radicale.
- 2- Le vote individuel constitue la base décisionnelle de la CLAC-Montréal, tout en recherchant activement l'appui et la participation des groupes à ses campagnes et mobilisations.
- 3- La CLAC-Montréal a le mandat d'organiser deux assemblées régulières par année et des assemblées spéciales peuvent être convoquées au besoin selon la conjoncture.
- 4- La CLAC-Montréal a le mandat de porter le discours anticapitaliste par l'organisation de campagnes et de manifestations, dont celle du 1^{er} mai de chaque année.

* Les principes de l'Action mondiale des peuples

- 1- Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.
- 2- Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.
- 3- Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le « lobbying » puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.
- 4- Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.
- 5- Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.



Vous avez aimé ce journal, visitez notre site internet pour lire nos journaux précédents à :
www.clac-montreal.net/COUP

Vous y trouverez aussi nos brochures sur les ostie de crosseurs capitalistes :
www.clac-montreal.net/crosseurs



Pour faire un don à la CLAC

Si vous voulez faire un don à la CLAC ou au Fonds de défense juridique de la CLAC, faites votre chèque à la Convergence des luttes anticapitalistes et envoyez-le à l'adresse suivante :
CLAC-Montréal c/o QPIRG Concordia
1455 de Maisonneuve O
Montréal, Québec H3G 1M8

Pour plus d'informations sur le Fonds de défense juridique de la CLAC : www.clac-montreal.net/soutien_juridique

Vous voulez vous impliquer à la CLAC :
www.clac-montreal.net/impliquez-vous



**La CLAC est un groupe de travail
du QPIRG-Concordia**





**RÉPRESSION POLITIQUE,
Y'EST TEMPS QU'ON RÉPLIQUE !**

***19^e journée internationale
contre la brutalité policière
15 mars 2015***

***Rassemblement
Ontario/Berri
à 15h***

**À BAS LE
CAPITALISME**

1^{er} mai anticapitaliste 2015

Visitez le site internet de la CLAC pour vous joindre à nous :
clac-montreal.net